

GROUPEMENT DE CABINETS

REPUBLIQUE DU SENEGAL
A.R.M.P

Autorité de Régulation
des Marchés Publics

CABINET BEMF/For Africa

(EXPERTISE PASSATION DES MARCHES PUBLICS)

Sis au Point E (Rue de THIES x DIOURBEL)

DAKAR.

Tel : 00 (221) 33.824.49.13

E-mail : bemfall@yahoo.fr

BP: 1176/R.P.

CABINET G.T.I

(EXPERTISE COMPTABLE)

Sis à V.D.N x Liberté 6 Extension

N°88-Cité J.C.L. DAKAR

Tel : 00 (221) 33.867.56.55

E-mail : gti_expertises@hotmail.com

B.P: 21711 Dakar Ponty

**MISSION DE REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE
LA PASSATION DES MARCHES DES AUTORITES
CONTRACTANTES AU TITRE DE LA GESTION 2011**

(GROUPE IV)

RAPPORT DEFINITIF

DE LA COMMUNE DE LINGUERE

MAI 2013

SOMMAIRE

0 - ABREVIATIONS ET SIGLES

CHAPITRE I - RESUME EXECUTIF DE LA MISSION

1.1.- DEROULEMENT DE LA MISSION

1.1.1 - Contexte

1.1.2 - Modalités d'intervention

1.1.2.1- Audit des procédures de passation

1.1.2.2- Audit de l'exécution physique

1.1.2.3- Support informatique

1.2 - CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES PUBLICS

1.3 CONSTATS D'AUDIT

1.3.1- Echantillons

1.3.2- Constats généraux relatifs à la passation et à l'exécution des marchés

1.3.3- Constats spécifiques relatifs à la passation des marchés

1.3.4- Constats spécifiques relatifs à l'exécution financière

1.4 SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS DE LA MISSION

CHAPITRE II - DISPOSITIF ET METHODOLOGIE DE L'AUDIT

2.1- RAPPEL DES TERMES DE REFERENCE (T.D.R)

2.2- METHODOLOGIE DE MISE EN ŒUVRE

2.3- DESCRIPTION DES TRAVAUX D'AUDIT

2.3.1- Audit des procédures de passation des marchés

2.3.2- Audit de l'exécution financière des marchés

2.3.3 – Audit de l'exécution technique des marchés

2.4- CONSTITUTION DE L'ECHANTILLON D'AUDIT

2.4.1- Echantillon pour l'audit des procédures de passation

2.4.1.1- Mesures correctives de Raffinement de l'échantillon

2.4.1.2- Description de l'échantillon finalement retenu

2.4.2- Echantillon pour l'audit technique

2.4.2.1- Principes directeurs de l'échantillonnage

2.4.2.2- Marchés finalement retenus à l'audit technique

CHAPITRE III - AUDIT DU SYSTEME DES MARCHES

3.1- RAPPELS SOMMAIRES

3.1.1- Réglementation en vigueur

3.1.2- Principes découlant de la réglementation

3.1.3- Procédures appliquées par l'Autorité Contractante

3.2- CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES PUBLICS

3.2.1- Responsabilisation des M.O et des M.O.D

3.2.1.1 Modalités de fonctionnement de la C.P.M

3.2.1.2- Capacités organisationnelles de mise en concurrence

3.2.2- Exercice des Contrôles

3.2.2.1- Rappels succincts

3.2.2.2- Modalités d'exercice des contrôles

3.2.2.3- Fonctionnement de la C.M

3.2.2.4- Rôle du contrôleur financier

3.2.3- Quid de le Régulation ?

CHAPITRE IV - AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES

4.1- CONSTATS GENERAUX SUR LA MISSION

4.1.1- Constats de carence documentaire

4.1.1.1- Carence documentaire concernant la passation des marchés

4.1.1.2- Carence documentaire concernant l'exécution financière

4.1.2- Identification de fractionnements potentiels

4.1.2.1- Rappels succincts de la réglementation

4.1.2.2- Evaluation des fractionnements décelés

4.2- RESULTATS DES TRAVAUX D'AUDIT DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES

4.2.1- DOSSIERS D'APPELS D'OFFRES (D.A.O)

4.2.1.1- Rappels succincts

4.2.1.2- Constats spécifiques

4.2.1.3- Commentaires spécifiques

4.2.2- AVIS D'APPELS D'OFFRES (A.A.O)

4.2.2.1- Rappels succincts

4.2.2.2- Constats spécifiques

4.2.2.3- Commentaires spécifiques

4.2.3- RECEPTION ET OUVERTURE DES PLIS

4.2.3.1- Rappels succincts

4.2.3.2- Constats spécifiques

4.2.3.3- Commentaires spécifiques

4.2.4- EVALUATION DES OFFRES ET ATTRIBUTION DES MARCHES

4.2.4.1- Rappels succincts

4.2.4.2- Constats spécifiques relatifs à l'évaluation

4.2.4.3- Commentaires spécifiques relatifs à l'évaluation

4.2.4.4- Constats spécifiques relatifs à l'attribution

4.2.4.5- Commentaires spécifiques relatifs à l'attribution

4.2.5- CAS PARTICULIERS DES MARCHES PAR ENTENTE DIRECTE

4.2.5.1- Rappels succincts

4.2.5.2- Constats spécifiques

4.2.5.3- Commentaires spécifiques

4.2.6- DELAIS DE PASSATION DES MARCHES

4.2.6.1- Rappels succincts de la réglementation

4.2.6.2- Constats spécifiques concernant les délais de passation

4.3- RESULTATS DES TRAVAUX D'AUDIT DE L'EXECUTION FINANCIERE

4.3.1- Analyse de la consistance des travaux d'audit financier

4.3.1.1- Concernant les engagements

4.3.1.2- Concernant le contrôle et la certification du Service fait

4.3.1.3- Concernant la liquidation, le mandatement et le paiement des dépenses

4.3.1.4- Limites identifiées de l'audit d'exécution financière

4.3.2- Constats sur l'audit de l'exécution financière

4.3.2.1- Concernant la production et la gestion des garanties contractuelles

4.3.2.2- Concernant les procédures d'engagement, de liquidation et de mandatement des dépenses

4.3.2.3- Concernant les modalités de réception et de paiements des prestations contractuelles

4.4- RESULTATS DES TRAVAUX D'AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE

4.4.1- Concernant les travaux routiers

4.4.2- Concernant les constructions de bâtiments et autres travaux de génie civil

4.4.3- Concernant les travaux d'alimentation en eau potable et d'assainissement

4.4.4- Concernant les travaux dans le secteur pétrolier et maritime

4.4.5- Concernant les fournitures diverses et les études

CHAPITRE V - RECOMMANDATIONS DE LA MISSION

5.1- RECOMMANDATIONS GENERALES

5.1.1- Recommandations relatives au système d'archivage

5.1.2- Recommandations relatives aux rapports d'experts indépendants

5.1.3- Recommandations concernant les missions de contrôle a posteriori

5.2- RECOMMANDATIONS SPECIFIQUES

5.2.1- Concernant le fractionnement

5.2.2- Concernant la gestion du processus de passation des marchés

5.2.3- Concernant la gestion et le contrôle des marchés par Entente Directe

5.2.4- Concernant l'attribution des marchés

CHAPITRE VI - DOCUMENTS ANNEXES (MARCHES AUDITES / POINTS DE VERIFICATION)

0 – LISTE DES ABREVIATIONS ET SIGLES

AOO	Appel d’Offres Ouvert
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BTP	Bâtiment et Travaux Publics
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés Publics
CNQCE	Commission Nationale de Qualification et de Classification des Entreprises de BTP
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d’Appel à la Concurrence
DAF	Direction Administrative et Financière
DAGE	Direction de l’Administration Générale et de l’Equipement
DAO	Dossier d’Appel d’Offres
DASP	Direction d’Appui au Secteur Privé
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DP	Demande de Proposition
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l’Economie et des Finances
NCMP	Nouveau Code des Marchés Publics
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès Verbal
RAPEV	Rapport d’Evaluation
TTC	Toutes Taxes Comprises

HTT Hors Toutes Taxes

DDP Droits de Douanes Payés

UEMOA Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

CHAPITRE I - RESUME EXECUTIF DE LA MISSION

• - DEROULEMENT DE LA MISSION

1.1.1 - Contexte

L'ARMP, en conformité avec le Code des Marchés Publics (dans sa récente version) découlant des directives de l'UEMOA, commande, chaque année, des Audits (ou revues a posteriori) menés de façon indépendante par des Cabinets Spécialisés en vue de vérifier la régularité des procédures appliquées par les Autorités Contractantes en matière de passation des marchés publics.

Ainsi, des échantillonnages aléatoires sont effectués par les Cabinets d'Audit sur les marchés de type et de nature différents et selon chaque mode de passation.

Il s'y ajoute que Cet Audit de la gestion 2011 doit capitaliser sur les acquis et les enseignements tirés des Audits annuels précédents (**depuis l'exercice 2008**). Il faudra, désormais, prendre en compte certains aspects névralgiques constatés auprès de certaines structures spécifiques telles que :

- **Les Etablissements Hospitaliers** qui commandent des matériels biomédicaux dont les caractéristiques se révèlent très complexes et les fournitures très sensibles (au plan quantitatif et qualitatif) à l'exemple de la P.N.A (qui a finalement entraîné des impératifs de réaménagement du code des Marchés Publics).
- **Les Agences d'exécution et les structures d'infrastructures**, par exemples, qui nécessitent plus de visibilité **dans les taux d'exécution technique** de leurs prestations (Pourcentage de travaux réalisés **Versus** taux de paiement effectué). Ce qui impose, désormais, la présence dans les missions d'Audit d'Ingénieurs Spécialisés (en Génie Civil, en Génie Rural, en Infrastructures Hydro-Agricoles, etc). Il s'y ajoute qu'en cas de nécessité, pour mieux apprécier, la pertinence des choix des marchés et des fournisseurs ou autres prestataires, la mission d'Audit doit se doter de ressources humaines spécifiques pour des domaines particuliers dénommés « **Experts domaines** ».

Le consultant compte, pour l'audit 2011, apporter une **valeur ajoutée substantielle** que l'on peut résumer sommairement comme suit :

- **Une diversification satisfaisante des marchés** à auditer, en fonction de leur nature, de leur mode de passation ou de leur caractère dérogatoire ou non sur la base d'un échantillon très représentatif.
- **Des observations pertinentes corrélées à des recommandations pointues** (accompagnées de leurs modalités de mise en œuvre) à l'issue **d'une démarche innovante**, à savoir :
 - **Les rapports spécifiques d'ingénieurs spécialisés** notamment dans des marchés de travaux, d'équipements spéciaux (**Agronomes, Vétérinaires, Informaticiens, Biomédicaux, Pharmaciens, etc.**)
 - **Les contributions techniques substantielles** d'experts de « domaines » ciblés et identifiés lors de la mission proprement dite face à des Autorités Contractantes à activités spécifiques ou sectorielles telles que : **les hôpitaux et structures médicales, les projets d'agriculture et d'hydraulique, les projets de routes et d'infrastructures diverses.**

Les experts choisis pour cette tâche seront **des spécialistes de très haut niveau** dans leurs domaines de compétences respectives à quoi s'ajoutent des **compétences complémentaires avérées en matière de passation des marchés.**

1.1.2- Modalités d'intervention

1.1.2.1- Audit des procédures de passation

Tous les marchés retenus, dans le cadre de la présente revue, ont fait l'objet de vérifications détaillées sur la base des canevas fournis dans les TDR. Les points de vérification concernent toutes les étapes de la procédure de passation des marchés publics (**allant de l'avis d'appel d'offres ou lettre de consultation pour AOR ou DRP jusqu'à l'attribution définitive**).

Des points de contrôle supplémentaires ont été ajoutés, en cas de besoin, à l'initiative justifiée du consultant afin de déceler tous les points de non-conformités au code.

La revue de conformité a porté **sur un nombre assez réduit de marchés exécutés qui nous a été présenté (en conformité avec les exigences des TDR), composé de : 01 AOO , 02 ED , 12 DRP .**

1.1.2.2- Audit de l'exécution physique

SANS OBJET

1.1.2.3- Support informatique

Tous les travaux de revue sont **consignés électroniquement sur des clés USB** comprenant pour chaque marché audité :

- . Une fiche de description narrative de l'ensemble de la procédure de passation (**en WORD**)
- . Un canevas des points de vérification des différentes étapes de la procédure de passation (**en WORD**)
- . Une fiche synoptique qui fait la synthèse de la procédure de passation (**sur EXCEL**)

Par ailleurs, il faut noter que le cabinet a utilisé des **logiciels appropriés** pour **une meilleure qualité de ses analyses** concernant les tableaux et graphiques des échantillonnages effectués (**voir ci-après !**).

La valeur ajoutée qui en découle est que des commentaires sont faits sur la qualité des taux de couverture des marchés examinés, d'une part et d'autre part sur la qualité de la représentativité de l'échantillon pris globalement et par mode de passation.

1.2 - CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES PUBLICS

La commune de Linguère s'est conformée, dès l'avènement du nouveau code des marchés publics (**en 2007**), en mettant en place tous ses organes de passation des marchés, à savoir : la Commission des Marchés et la Cellule de Passation des Marchés (**conformément aux termes de l'article 35 du code**).

. **La commission des Marchés Publics** est mise en place par Arrêté municipal n°001/CLi/CAB/2010 portant désignation des membres de la Commission Marchés du 02 Février 2010.

. **La cellule de passation des marchés** est mise en place par Arrêté municipal n°002/CLi/CAB/2010 portant désignation des membres de la Cellule de passation des Marchés du 02 Février 2010.

1.3- CONSTATS D'AUDIT

1.3.1- Echantillonnage

L'échantillonnage des marchés à auditer s'est strictement basé sur les principes édictés dans les TDR de la mission , ce qui a donné **le tableau ci-après largement commenté dans le chapitre 2 à venir** et comprenant des graphiques assez illustratifs des taux de couverture atteints pour les marchés , objet de la présente revue.

Modes de passation	Typologie des marchés passés au titre de la gestion 2011		Typologie des marchés examinés lors de la présente REVUE		Taux de couverture en %	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'Offres Ouvert (AOO)	1	22.898.070	1	22.898.070	100,00	100,00
Appel d'Offres Restreint (AOR)	-	-	-	-	-	-
Entente directe	2	88.565.619	2	88.565.619	100,00	100,00
DRP	12	25.709.770	12	25.709.770	100,00	100,00
TOTAL	15	137.173.459	15	137.173.459		

1.3.2- Constats généraux relatifs à la passation et à l'exécution des marchés

Il est bizarrement noté que toutes les DRP de la gestion 2011, sont gagnées par le soumissionnaire ALY LY, face à d'autres qui semblent servir de simples couvertures.

1.3.3- Constats spécifiques relatifs à la passation des marchés

Pour les DRP, les lettres adressées aux fournisseurs ne sont pas fournies. **Sur les 13 DAC (01 AOO + 12 DRP), le soumissionnaire ALY LY est l'attributaire des 12 marchés qui sont tous des DRP.** Ce qui peut susciter beaucoup de doutes et de suspicions dans les procédures de transparence, d'équité et d'impartialité vis à vis de l'ensemble des candidats soumissionnaires

1.3.4 - Constats spécifiques relatifs à l'exécution financière

RAS

1.4 -- SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS DE LA MISSION**1.4.1 - Concernant la préparation des dossiers d'appels d'offres :**

Veiller à l'équité, l'impartialité et le libre accès à la commande public. En effet sur 12 DRP le même soumissionnaire est attributaire à chaque fois. L'élaboration des critères et des TDR doivent répondre aux principes qui gouvernent le CMP.

1.4.2 - Concernant les aspects liés à l'exécution financière des marchés

Nous n'avons aucune information concernant l'exécution financière des marchés.

CHAPITRE II - DISPOSITIF ET METHODOLOGIE DE L'AUDIT

2.1- RAPPEL DES TERMES DE REFERENCE (T.D.R)

a)Rappel des Objectifs de la Mission

L'ARMP, en conformité avec le Code des Marchés Publics (dans sa récente version) découlant des directives de l'UEMOA, commande, chaque année, des Audits (ou revues à posteriori) menés de façon indépendante par des Cabinets Spécialisés en vue de vérifier la régularité des procédures appliquées par les Autorités Contractantes en matière de passation des marchés publics.

Ainsi, des échantillonnages aléatoires sont effectués par les Cabinets d'Audit sur les marchés de type et de nature différents et selon chaque mode de passation.

b) La Conception des Services (Problèmes à résoudre)

Au-delà des vérifications récurrentes sur les causes d'anomalies et de non-conformités décelées habituellement sur les procédures de passation des marchés, il est désormais, impérieux **de comprendre et d'expliquer**, à l'issue des missions d'Audit, ce qui suit :

- Les longs délais observés et dénoncés par toutes les A.C sur le processus de contrôle à priori effectué par la DCMP sur les marchés atteignant les seuils de contrôle.
- Le nombre important des D.R.P (en montant et en volume) malgré les observations relevées par les Audits précédents notamment sur les aspects liés au fractionnement, à la Collusion des Prestataires et au renchérissement relatif des prix des marchés. A quoi, s'ajoutent les abus relatifs aux défauts de publicité, de transparence, d'informations et d'équité dans la procédure de candidature.
- Les causes (justifiées ou non justifiées) des marchés par Entente Directe avec l'apparition récente (dans la dernière version du code) de la **notion d'urgence simple** face à celle ancienne **d'urgence impérieuse**.

En plus, il est devenu urgent de s'interroger sur la question de savoir si, **en matière de sécurité et sécurité-défense**, les motifs évoqués doivent-ils relever davantage de l'A.C (Présidence, Forces Armées, Intérieur) ou de la nature de la commande (Confidentialité ou relevant de la sécurité nationale) ou des deux à la fois .

2.2- METHODOLOGIE DE MISE EN OEUVRE

Le Consultant, en vue de l'atteinte des objectifs spécifiques de la mission, va adopter une démarche innovante afin de résoudre les problèmes nouvellement identifiés dans les missions d'Audit. Ainsi, la méthodologie va s'articuler comme suit :

a) Prise de contacts, dès signature du Contrat et réception des lettres d'introduction signées par l'ARMP, avec les P.R.M des A.C du Groupe concerné grâce à l'accompagnement et à la facilitation de l'Expert de l'ARMP désigné à cet effet.

b) Calage des Réunions de prises de contacts de la mission auprès de chaque A.C et finalisation d'un Chronogramme précis des activités sur la base du Plan de travail inclus dans le présent rapport.

c) Dépôt à J+10 du rapport préliminaire d'orientation méthodologique de la mission de l'ARMP qui fera l'objet d'une validation par le client.

d) Recherche documentaire et investigations diverses auprès des A.C afin de recueillir, de façon exhaustive, les données nécessaires au déroulement de la mission (**ces données devant être confrontées avec celles obtenues auprès de la DCMP et du Portail des Marchés Publics**). Il s'agit de :

- Plans de Passation des Marchés (de la 1^{ère} à la dernière version existante) pour chaque A.C ainsi que les copies des AGPM.
- Les Etats d'exécution budgétaire.
- Les Balances auxiliaires des Comptes fournisseurs.
- Les Extraits de grands livres.
- Les Arrêtés (ou Décisions) de Nomination des Membres de la C.P.M et de la C.M pour l'année à Auditer (2011).
- La charte d'Ethique et de transparence **signée dûment** par les membres de la C.P.M et de la C.M (Exercice 2011).
- Le système (et les locaux) d'archivage et de classement des contrats et marchés.
- L'organigramme de la structure, de l'A.C.

2.3- DESCRIPTION DES TRAVAUX D'AUDIT

2.3.1- Audit des procédures de passation des marchés

Vérification d'Amont en Aval de la conformité et de la régularité de l'ensemble des procédures de passation pour les Marchés définitivement retenus sur l'échantillon pour chaque A.C.

Cette étape passe, nécessairement par **l'utilisation stricte des tableaux-types inclus dans les TDR (Annexes 2 à 8)** que le **consultant prévoit d'améliorer, au besoin qualitativement**, notamment en ajoutant **des points de vérification additionnels**, comme suit :

EXEMPLES, à titre d'illustration (**que le Consultant compte introduire en plus**).

EXEMPLE 1- ANNEXE 2 : A.O.O

Les points de vérification **additionnels à prévoir** seraient :

- L'A.O.O est National ou International ?
- L'A.O.O est-il sans pré-qualification, avec pré-qualification ou en 2 étapes ?

EXEMPLE 2- ANNEXE 3 : A.O.R

Les points de vérification **additionnels à prévoir**, seraient :

- Description de la Procédure d'autorisation de l'A.O.R par la DCMP ?
- Les motifs évoqués : Urgence simple ? Urgence Impérieuse ?

EXEMPLE 3- ANNEXE 4 : PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Les points de vérification **additionnels à prévoir**, seraient :

- Le choix de la méthode de sélection est-il judicieux ?
- Le score minimum et le système de pondération sont-ils objectifs ?

EXEMPLE 4- ANNEXE 5 : D.R.P

Les points de vérification **additionnels à prévoir**, seraient :

- Le degré de probabilité des cas de **collusion et surtout leur récurrence par rapport à l'année N-1**
- Les cas de simulacre de concurrence (Montants des devis ou factures « Pro-forma» en progression arithmétique / géométrique pour la couverture d'un attributaire choisi d'avance).

EXEMPLE 5- ANNEXE 6 : ENTENTE DIRECTE

Les points de vérification **additionnels à prévoir**, seraient :

- Les Rapports annuels requis pour les Marchés par E.D sont-ils faits régulièrement ?
- La mesure du taux de régression des marchés passés par E.D
- Les marchés par E.D comportent-ils systématiquement la clause de vérification à posteriori des prix de revient du titulaire.
- Le degré d'amélioration des motifs de rejet ou d'acceptation par la DCMP pour les marchés E.D (soumis à leur autorisation), si l'on tient compte des nécessités de justifications formulées en fonction de la nature des A.C

EXEMPLE 6- ANNEXE 7 : QUALITE, TRANSPARENCE ET EFFICACITE DES OPERATIONS DE PASSATION DES MARCHES.

Les points de vérification **additionnels à prévoir**, seraient :

- L'identification du nombre de révisions des PPM
- Les justifications des révisions de PPM (du fait d'ajustements budgétaires, de nouveaux financements, de changement de modes de passation imposé ou non par la DCMP).

EXEMPLE 7- ANNEXE 8 : ORGANISATION INSTITUTIONNELLE

Les points de vérification **additionnels à prévoir**, seraient :

- Les vérifications de signature ou non de la charte d'éthique et de transparence par les membres de la CPM et de la CM.
- Le respect ou non des délais règlementaires de convocation des Membres de la C.M.
- La régularité des Procès Verbaux élaborés par la C.M
- La remise systématique des P.V d'ouverture des plis aux Candidats à titre d'informations.

Identification des facteurs récurrents de non-conformité au Code des Marchés Publics, des anomalies majeures constatées, **en tenant compte de la nature de la présente mission et de son degré d'encadrement** ainsi que **des recommandations issues des Audits précédents mais non respectées (notamment par comparaison avec l'exercice N-1)** avec une démarche d'établissement de données statistiques pertinentes (analyse comparative ou différentielle selon l'approche descriptive).

Cela favorisera une meilleure reformulation des nouvelles recommandations de la mission et d'en tirer des éléments substantiels de formation continue et de renforcement des capacités des Acteurs de la commande publique.

Elaboration de rapports individuels pour chaque Autorité Contractante en mettant en exergue (conformément aux normes d'Audit international) ce qui suit :

- **Une opinion sur les procédures de passation** consécutivement à une appréciation globale (y/c note chiffrée) indiquant les violations éventuelles à la réglementation, les anomalies et points de non-conformité identifiées sur les procédures de passation et d'exécution des marchés.
- **Les recommandations pertinentes** pour le futur, dans une logique de :
Zéro recours, zéro plainte, zéro anomalie ou non - conformité au code.

L'ensemble des recommandations sera formulé comme suit :

- Indications claires et précises notamment sur **les marchés où ont été décelés des indices de fraudes ou de corruption** (exploitables par l'ARMP, la Cour des comptes ou l'I.G.E en cas de nécessité).
- Déclinaisons possibles en modules ou thèmes de formation en faveur des acteurs de la commande publique dans les P.G.F à venir !
- **Organisation de séances de restitution**, au niveau de chaque Autorité Contractante concernée, des rapports provisoires en vue de recueillir des réponses sur les non-conformités et observations diverses émises par les auditeurs de la mission.
- **Elaboration de rapports individuels (versions définitives)** pour chaque Autorité Contractante **avec prise en compte des réponses formulées dans les délais impartis par les A.C concernées sur les rapports provisoires** (avec version électronique et nombre d'exemplaires papiers requis, conformément aux TDR).

2.3.2- Audit de l'exécution financière des marchés

Cette disposition prise dans la présente mission d'Audit permet de mieux maîtriser les aspects de contrôle ci-après :

- La matérialité des dépenses effectuées (Etat d'avancement réel versus décomptes et factures payées aux titulaires).
- L'état réel des prestations (travaux, équipements, fournitures ou services) en conformité avec les prix, les caractéristiques, le cahier des charges, les prescriptions techniques, etc.

- La régularité des P.V de réception provisoire, réception partielle, réception technique, réception définitive face aux contraintes des spécifications techniques, des délais requis et des normes spécifiées.
- Les éléments justificatifs (au plan technique et financier) des avenants ou marchés complémentaires, des ordres de services divers émis par les Autorités Contractantes.

2.3.3 – Audit de l'exécution technique des marchés

Concernant cet **Audit d'exécution physique**, l'innovation par rapport aux Audits précédents, c'est d'intégrer dans la mission, des experts spécifiquement orientés au sujet, à savoir :

- **Des ingénieurs de spécialités** avec des profils pointus à identifier sur la base de l'échantillonnage des marchés et de la nature des Autorités Contractantes.
- **Des experts « domaines »** avec des profils spécifiquement adaptés (**identifiés à posteriori**) tenant compte du niveau de complexité des marchés retenus à l'échantillon.

L'Audit d'exécution physique va insister davantage sur certains marchés de travaux en développant, au besoin, **grâce aux ingénieurs du Génie civil ou d'autres spécialités à préciser, de véritables rapports d'expertises précisant :**

- La conformité physique des dits travaux aux P.V (de réception provisoire ou définitive) dûment élaborés et signés par les Autorités Contractantes.
- La régularité des documents existants confrontés aux constats physiques.
- L'existence et l'état de fonctionnement des ouvrages ou équipements divers.
- La cohérence des quantités prévues versus réalisées et l'adéquation des prix unitaires pratiqués versus les prix du marché concerné.
- La mise à jour ou non des malfaçons, réserves ou anomalies relevées dans les P.V de réception (provisoire, partielle ou définitive).
- Le contrôle systématique des prix de revient dans le cas de marché par entente directe conformément au code.

2.4- CONSTITUTION DE L'ECHANTILLON D'AUDIT

2.4.1- Echantillon pour l'audit des procédures de passation

Réalisation d'un échantillon significatif de marchés à auditer conformément aux TDR avec **des taux de couverture minimum en nombre ou en montant**, définis comme suit (conformément aux TDR) :

- a) Marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (à l'exclusion des marchés par E.D)..... : **15%**.
- b) Marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation des Marchés (à l'exclusion des Marchés par E.D)..... : **25%**
- c) Demandes de Renseignements et de Prix (D.R.P) exprimées soit en Volumes ou en Montants.....: **25%**
- d) Marchés passés par Entente Directe et A.O.R..... : **100%**

2.4.1.1- Mesures correctives de Raffinement de l'échantillon

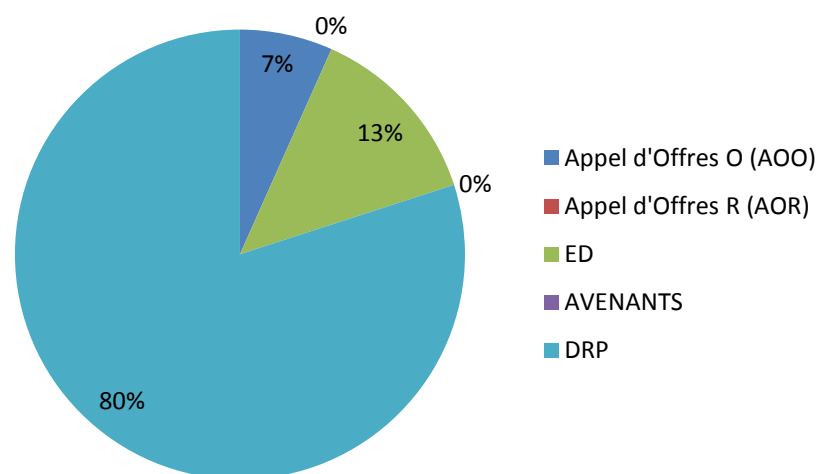
- Chaque Catégorie de marché (évoqué : a, b, c et d) doit comporter un nombre minimum de 10. Sinon, l'ensemble des marchés ≤ 10 sera audité.
- Chaque sous-population (par catégorie de marché) sera diversifiée tenant compte, à la fois :
 - **du mode de passation** : A.O.O, A.O.R, A.O avec Pré qualification, A.O en 2 étapes, A.O avec Concours, A.O.N, A.O.I.
 - **de la nature des marchés** : Travaux, Fournitures et Services Courants, Prestations Intellectuelles.

2.4.1.2- Description de l'échantillon finalement retenu

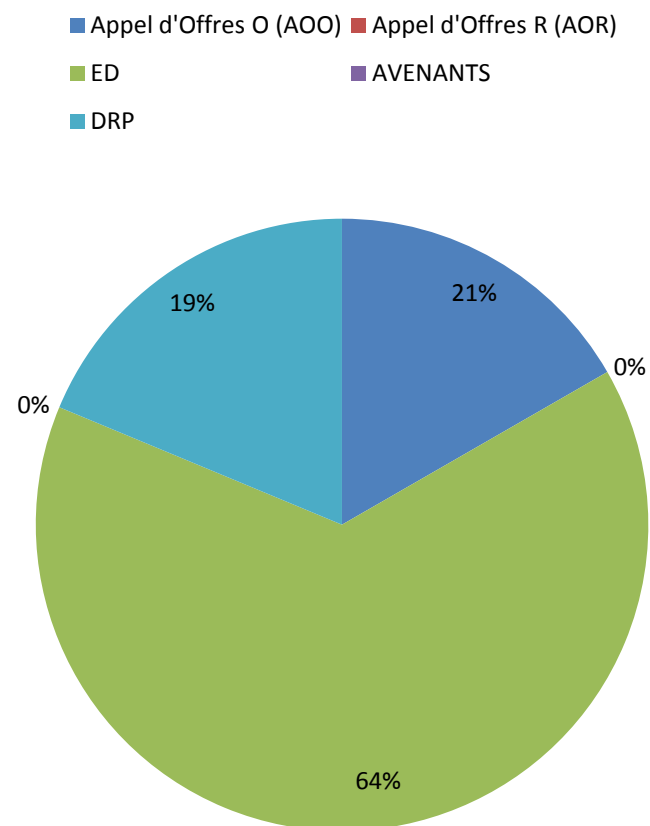
Modes de passation	Typologie des marchés passés au titre de la gestion 2011		Typologie des marchés examinés lors de la présente REVUE		Taux de couverture en %	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'Offres Ouvert (AOO)	1	22.898.070	1	22.898.070	100,00	100,00
Appel d'Offres Restreint (AOR)	-	-	-	-	-	-
Entente directe	2	88.565.619	2	88.565.619	100,00	100,00
DRP	12	25.709.770	12	25.709.770	100,00	100,00
TOTAL	15	137.173.459	15	137.173.459		

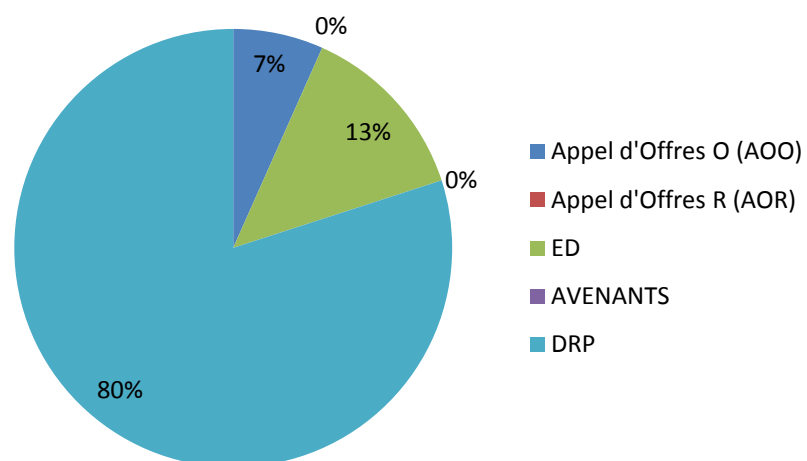
CARTOGRAHIE DES MARCHES PRESENTES PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR

MARCHES PASSES AU TITRE DE LA GESTION 2011 EN NOMBRE

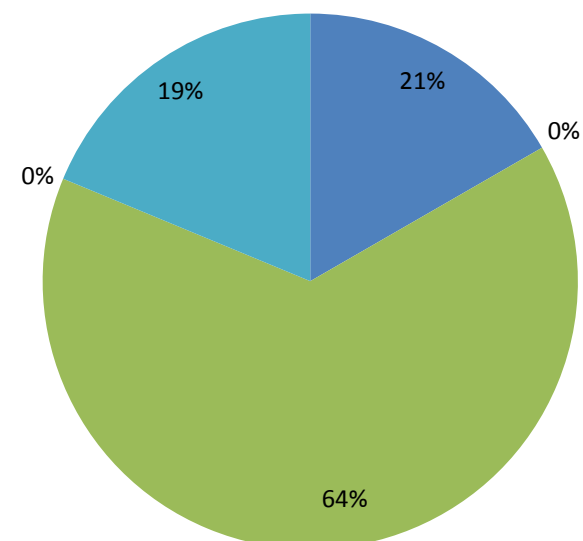


MARCHES PASSES AU TITRE DE LA GESTION 2011 EN VALEUR

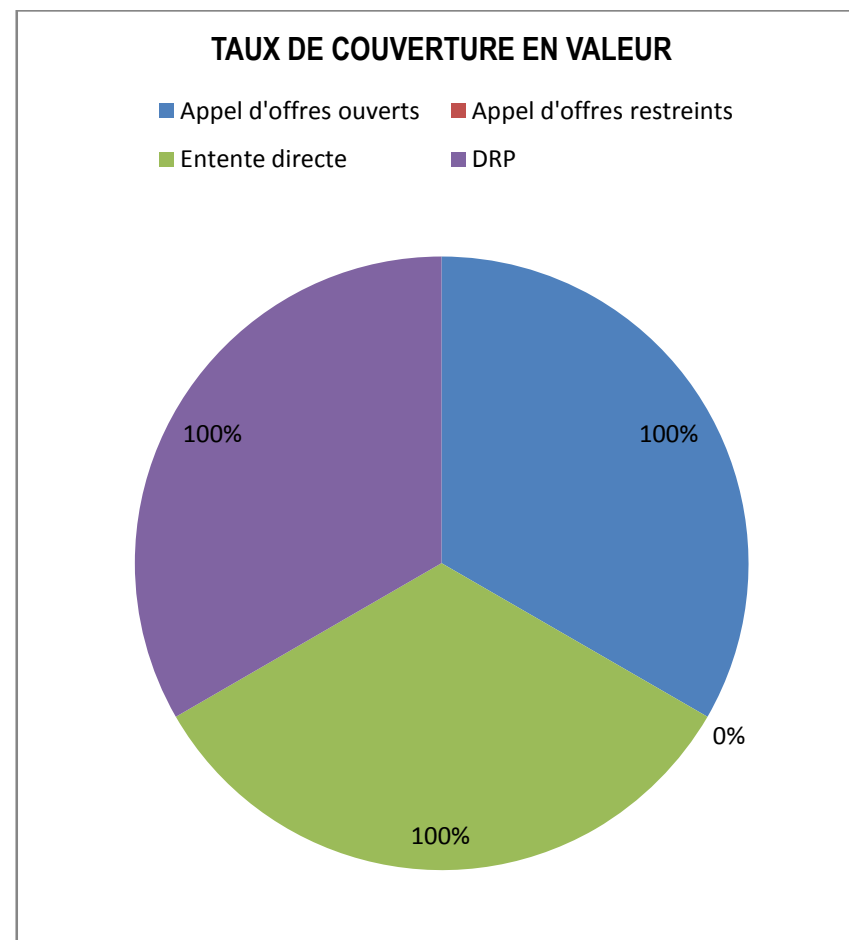
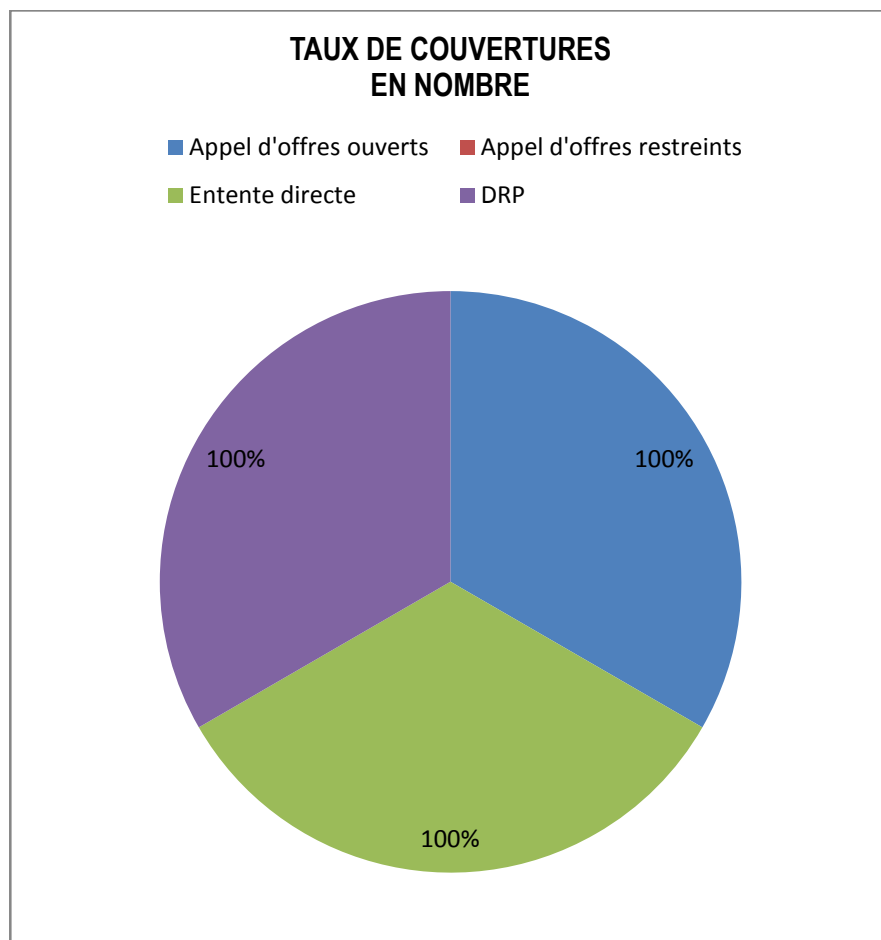


CARTOGRAPHIE DES MARCHES COUVERTS EN NOMBRE ET EN VALEUR**MARCHES EXAMINES AU TITRE DE LA GESTION 2011
EN NOMBRE****MARCHES PASSES AU TITRE DE LA GESTION 2011 EN
VALEUR**

■ Appel d'Offres O (AOO) ■ Appel d'Offres R (AOR) ■ ED ■ AVENANTS ■ DRP



DISTRIBUTION DES MARCHES COUVERTS PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR



L'analyse descriptive de l'échantillon retenu, permet, sur la base du tableau et des graphiques ci-dessus, de confirmer ce qui suit :

. Le taux de couverture des marchés examinés dans la présente revue, s'est manifesté comme suit :

. AOO (100% en nombre et 100% en valeur)

. ED (100% en nombre et 100% en valeur)

. DRP (100% en nombre et 100% en valeur)

. Le taux moyen pondéré de chaque mode de passation par rapport au volume global des marchés passés, est calculé comme suit (voir les graphiques ci-dessus qui se révèlent assez illustratifs de l'analyse ci-après) :

. AOO (07% en nombre et 21% en valeur)

. ED (13% en nombre et 64% en valeur)

. DRP (80% en nombre et 19% en valeur)

NOTA BENE :

Cet échantillonnage a fait l'objet de **TABLEAUX SYNTHETIQUES** qui ont été élaborés pour chaque marché retenu dans l'échantillon défini ci-dessus, en fonction des modes de passation : A.O.O, A.O.R, E.D, D.R.P (**voir le chapitre VI : DOCUMENTS ANNEXES !**). Ces tableaux visualisent, de façon synoptique, les différents points de vérification retenus à l'audit, avec les appréciations spécifiques à chaque étape de la procédure ainsi que l'appréciation globale pour chaque marché audité !

2.4.2- Echantillon pour l'audit technique

2.4.2.1- Principes directeurs de l'échantillonnage

Réalisation d'un second échantillonnage de marchés destinés à l'audit d'exécution physique et qui porte sur **25% des marchés en cours d'exécution ou déjà réalisés durant la gestion concernée et en particulier avec le ciblage des marchés litigieux et de ceux passés par entente directe**

2.4.2.2- Marchés finalement retenus à l'audit technique

SANS OBJET

CHAPITRE III - AUDIT DU SYSTEME DES MARCHES

3.1- RAPPELS SOMMAIRES

3.1.1- Réglementation en vigueur

L'audit des marchés publics est une disposition impérative du code des marchés publics découlant spécifiquement de l'article 144 du chapitre 3 (**contrôle externe et a posteriori**).

A ce titre, il est judicieux de rappeler **les seuils de passation et de contrôle des marchés** (par nature : travaux, fournitures et services, prestations intellectuelles) applicables à La commune de Linguère, d'une part et **les seuils d'approbation des marchés par les autorités compétentes de La commune de Linguère**, d'autre part.

Il s'y ajoute que la commune de Linguère est assujetti aux termes de **l'article 53.1 du code** et aux arrêtés ministériels d'application évoqués ci-après (**n°:11 580, 11 583 ET 11 584 DU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES EN APPLICATION DES ARTICLES 138, 111 ET 112 DU CODE DES MARCHES PUBLICS**)

3.1.2- Principes découlant de la réglementation

TABEAU DE SYNTHESE DES SEUILS APPLICABLES A LA COMMUNE DE LINGUERE EN VERTU DE L'ARTICLE 53 DU CODE DES MARCHES PUBLICS, DES ARRETES 11 580, 11 583 ET 11 584 DU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES EN APPLICATION DES ARTICLES 138, 111 ET 112 DU CODE DES MARCHES PUBLICS

Types de marché	Seuils de passation par AO	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur Rapport d'évaluation	Seuil de contrôle DCMP sur Contrat	Garantie de soumission	Garantie de bonne exécution
Travaux	25	250	100	800	≥ 60	≥ 35
Fournitures et Services	15	150	40	400	≥ 30	≥ 25
Prestations Intellectuelles	25	150	40	350	NA	≥ 35

3.1.3- Procédures appliquées par l'Autorité Contractante

RAS

3.2- CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES PUBLICS

3.2.1- Responsabilisation des M.O et des M.O.D

SANS OBJET

3.2.1.1 Modalités de fonctionnement de la C.P.M

La Cellule de passation des marchés est mise en place Arrêté municipal n°002/CLi/CAB/2010 portant désignation des membres de la Cellule de passation des Marchés du 02 Février 2010.

Président: M. Abdoulaye SAMB, secrétaire municipal

Membre : L'agent voyer de la mairie

Membre : M. Ibra Diara NDIAYE, conseiller municipal

3.2.1.2- Capacités organisationnelles de mise en concurrence

a) COMMISSION DES MARCHES

La commission des marchés est mise en place par Arrêté municipal n°001/CLi/CAB/201002 en date du 02Février 2010 portant désignation des membres comme suit :

Présidente : Mme Ndèye Fatma Niang, 1^{ère} adjointe au maire.

Suppléant : M. Babacar sy, conseiller municipal

Membre : M. Mamour FALL, conseiller municipal

Suppléant : Mme Diarra SECK, conseillère municipale

Membre : M. Omar LECOR, conseiller municipal

Suppléant : M. Ibra TOUNKARA

Membre : M. Chérif Ayouba CISSE, Percepteur municipal

Suppléant : Mme Badara NDOM, contrôleur trésor

Membre : M. Abdoulaye SAMB, secrétaire municipal

Suppléant : Mme Mai THIAM, agent municipal

b) CHARTE DE TRANSPARENCE ET D'ETHIQUE EN MATIERE DE PASSATION DES MARCHES

Les attestations de prise de connaissance de la CHARTE DE TRANSPARENCE ET D'ETHIQUE EN MATIERE DE PASSATION DES MARCHES de la part des membres de la CM et de la CPM n'ont pas été fournies.

c) PLAN DE PASSATION DES MARCHES

Plan de Passation des marchés de la Commune Linguère pour la Gestion 2011 du 21 Janvier 2011.

d) AVIS GENERAL DE PASSATION DES MARCHES

L'AGPM pour la gestion 2011 ne nous a pas été communiqué.

3.2.2- Exercice des Contrôles

3.2.2.1- Rappels succincts

Le contrôle des marchés publics, conformément **aux articles 139 à 144 inclus du code**, est assuré :

- par la DCMP qui est chargée du contrôle a priori de la passation des marchés
- par les organes de contrôle interne qui effectuent un contrôle a posteriori à l'initiative de chaque autorité contractante
- par l'ARMP qui effectue un contrôle a posteriori au titre des missions annuelles de revue de conformité des procédures de passation des marchés publics, conformément à ses prérogatives institutionnelles.

3.2.2.2- Modalités d'exercice des contrôles

L'article 140 du code précise bien que la DCMP assure un contrôle a priori à toutes les étapes de la procédure de passation des marchés et en fonction des seuils arrêtés par les arrêtés du Premier Ministre et du Ministre chargé de l'Economie et des Finances.

3.2.2.3- Fonctionnement de la C.P.M

Aucun document relatif au fonctionnement de la CPM ne nous a été remis.

3.2.2.4- Rôle du contrôleur financier

SANS OBJET

3.2.3- Quid de le Régulation ?

La Commune de Linguère n'a connu aucun recours durant la gestion 2011.

CHAPITRE IV - AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES

4.1- CONSTATS GENERAUX SUR LA MISSION

4.1.1- Constats de carence documentaire

4.1.1.1- Carence documentaire concernant la passation des marchés

Une carence documentaire au niveau de la production des chartes de transparence documentaire.

4.1.1.2- Carence documentaire concernant l'exécution financière

Rien à signaler.

4.1.2- Identification de fractionnements potentiels

Il a été relevé quelques cas concernant les marchés par DRP, à savoir:

a) IMPRIMES ET REGISTRES

Trois DRP portant le même objet ont été lancées et attribuées au **même soumissionnaire, ALY LY**, les autres candidats consultés sont les mêmes.

Au regard des constats ci-dessus nous en déduisons que le marché a fait l'objet de fractionnement.

b) PRODUIT D'ENTRETIEN –EDUCATION

Cette DRP a été **attribuée à ALY LY**, de même que celles relatives au **PRODUIT D'ENTRETIEN –SANTÉ**, et **PRODUIT D'ENTRETIEN –CDEPS** qui ont quasiment le même objet. Concernant la consultation, les mêmes soumissionnaires ont répondu avec les mêmes résultats que ci-dessus. Au regard des constats ci-dessus nous en déduisons que le marché a fait l'objet de fractionnement.

c) FOURNITURES DE BUREAU

Cette DRP a été **attribuée à ALY LY**, de même que celles relatives au **FOURNITURES SCOLAIRE**, et **FOURNITURES DE BUREAU –CDEPS** qui ont quasiment le même objet.

Concernant la consultation, les mêmes soumissionnaires ont répondu avec les mêmes résultats que ci-dessus.

Au regard des constats ci-dessus nous en déduisons que le marché a fait l'objet de fractionnement.

NOTA BENE: A la lumière de tout ce qui précède, il a été noté non seulement des velléités de fractionnement mais aussi de collusion faisant de sorte que le **fournisseur ALY LY est toujours l'attributaire, les autres fournisseurs ne jouant qu'un rôle de couverture !**

4.1.2.1- Rappels succincts de la réglementation

Les autorités contractantes ne peuvent, en aucun cas, fractionner les dépenses ou sous-estimer la valeur des marchés de façon à les soustraire aux règles qui leur sont normalement applicables, conformément aux termes de **l'article 54 du code**.

4.1.2.2- Evaluation des fractionnements décelés

Les fractionnements relevés ci-dessus portent, heureusement sur des montants assez modestes à savoir:

- . 01 AOO pour une valeur de moins de 23 millions de F CFA
- . 12 DRP pour une valeur totale de 26 millions de F CFA.

4.2- RESULTATS DES TRAVAUX D'AUDIT DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES

4.2.1- Dossiers d'appels à candidature (D.A.C)

4.2.1.1- Rappels succincts

Les D.A.C doivent être élaborés, selon la procédure choisie, de façon à contenir la totalité des pièces et documents nécessaires à la consultation et à l'information des candidats, conformément aux termes de l'article 58 du code.

4.2.1.2- Constats spécifiques

a) APPEL D'OFFRES relatif à l'aménagement et clôture du stade municipal de la commune de Linguère

A l'ouverture des plis, **cinq (05) offres ont été reçues** des candidats suivants :

- 1) ENTREPRISE KK avec un montant de : 32.276.969 FCFA/ TTC
- 2) GENERAL EQUIPEMENT avec un montant de : 38.065.417 FCFA/TTC
- 3) GIE ALBOURY NDIAYE avec un montant :37.025.320 FCFA/TTC
- 4) DJOLOFF MATERIAUX avec un montant de : 27.055.313 FCFA/TTC
- 5) GIE BELEL CONSTRUCTION avec un montant de : 22.898.070 FCFA/TTC

Après examen technique, seule la candidature de GIE BELEL CONSTRUCTION a été jugée conforme et retenue.

Les offres des autres candidats ont été jugées non conformes. Les avis d'attribution provisoire et la date de notification au candidat retenu ne sont pas fournis. Aucun recours n'a été enregistré.

b) ENTENTE DIRECTE relative à la FOURNITURE DE MEDICAMENTS GENERIQUES POUR DISTRICT SANITAIRE DE LINGUERE

Titulaire : PHARMACIE REGIONALE D'APPROVISIONNEMENT DE LOUGA pour un montant de : 68.264.627 FCFA /HT

La DCMP a accordé son autorisation de passer le marché, au terme de la seconde revue, d'où il ressort que les observations, objet de la lettre N°000470/ MEF/DCMP/SRPSL du 25/11/2010, ont été effectivement prises en compte.

Diverses correspondances ont été échangées entre la DCMP et la Commune de LINGUERE, à savoir :

- . Lettre n° N°023/CLI/CAB/SG/2011 du 08/03/2011
- . Lettre N°000074/MEF/DCMP/SRPSL/ du 10/03/2011
- . Lettre n° N°023/CLI/CAB/SG/2011 du 08/03/2011
- . Lettre N°000074/MEF/DCMP/SRPSL/ du 10/03/2011
- . Lettre N°000470/ MEF/DCMP/SRPSL du 25/11/2010

. Lettre N°023/CLI/CAB/SG/2011 du 08/03/2011

La date de notification du marché n'a pas été indiquée et le courrier y afférent ne nous a pas été remis.

c) ENTENTE DIRECTE relative à l'ACHAT DE MEDICAMENTS GENERIQUES POUR DISTRICT SANITAIRE DE LINGUERE

Titulaire : **PHARMACIE REGIONALE D'APPROVISIONNEMENT DE LOUGA pour un montant de 20.300.992 FCFA/TTC**

La DCMP accorde son autorisation de passer le marché consécutivement à ce que le Service Régional du Pole Nord de contrôle des marchés publics de Saint Louis a donné son accord. Des correspondances ont été échangées entre la DCMP et la Commune, à savoir :

. Lettre n°072/CLI/CAB/2011 du 17/08/2011

. Lettre N°000388/MEF/DCMP/SRPSL/01 du 22/08/2011

. Lettre N°072/CLI/CAB/2011 du 17/08/2011.

La date de notification du marché n'a pas été indiquée et le courrier y afférent ne nous a pas été remis.

a) DRP FOURNITURES DE BUREAUX (SANTE)

Les candidats ont été saisis par la lettre d'invitation **N°040/CLI/2011** en date du **20/04/2011**

- 1. GIE JEUNES ALBOURY**
- 2. MEGA DISTRIBUTION**
- 3. MAMADOU NDIAYE**
- 4. OFFICE SYSTEMS**
- 5. ALY LY**

Quatre (04) offres ont été reçues:

- | | |
|-----------------------|-----------------|
| 1. GIE JEUNES ALBOURY | : 2.890.000/TTC |
| 2. MEGA DISTRIBUTION | : 2.720.000/TTC |
| 3. OFFICE SYSTEMS | : 2.653.000/TTC |
| 4. ALY LY | : 2.500.000/TTC |

Après examen technique, seule la candidature d'ALY LY a été jugée conforme et retenue.

Les offres des autres candidats ont été jugées non conformes. Les informations relatives à l'attribution provisoire n'ont pas été fournies.

b) DRP IMPRIMES ET REGISTRES (SANTE)

Les candidats ont été saisis par la lettre d'invitation N°040/CLI/2011 en date du 20/04/2011

- 1. GIE JEUNES ALBOURY**
- 2. MEGA DISTRIBUTION**
- 3. MAMADOU NDIAYE**
- 4. OFFICE SYSTEMS**
- 5. ALY LY**

Quatre (4) offres ont été reçues:

- | | |
|-------------------|----------------------|
| 1. GIE JEUNES | : 2.190.000 FCFA TTC |
| 2. MEGA | : 2.134.000 FCFA TTC |
| 3. OFFICE SYSTEMS | : 2.584.000 FCFA TTC |
| 4. ALY LY | : 1.970.000 FCFA TTC |

Après examen technique, seule la candidature de ALY LY a été jugée conforme et retenue.

Les offres des autres candidats ont été jugées non conformes. Les informations relatives à l'attribution provisoire n'ont pas été fournies.

c) DRP IMPRIMES ET REGISTRES (CDEPS)

Les candidats ont été saisis par la lettre d'invitation **N°040/CLI/2011** en date du **20/04/2011**

1. MEGA DISTRIBUTION

2. MAMADOU NDIAYE

3. OFFICE SYSTEMS

4. ALY LY

Trois (3) offres ont été reçues:

1. MEGA DISTRIBUTION	: 1.050.000 FCFA/TTC
2. OFFICE SYSTEMS	: 1.020.000 FCFA/TTC
3. ALY LY	: 1.000.000 FCFA/TTC

Après examen technique, seule la candidature de ALY LY a été jugée conforme et retenue.

Les offres des autres candidats ont été jugées non conformes. Les informations relatives à l'attribution provisoire n'ont pas été fournies.

d) DRP IMPRIMES ET REGISTRES (EDUCATION)

Les candidats ont été saisis par la lettre d'invitation **N°040/CLI/2011** en date du **20/04/2011**

1. GIE JEUNES ALBOURY

2. MEGA DISTRIBUTION

3. MAMADOU NDIAYE

4. OFFICE SYSTEMS

5. ALY LY

Quatre (4) offres ont été reçues:

- | | |
|-----------------------|----------------------|
| 1. MEGA DISTRIBUTION | : 1.050.000 FCFA/TTC |
| 2. OFFICE SYSTEMS | : 1.055.000 FCFA/TTC |
| 3. ALY LY | : 900.000 FCFA/TTC |
| 4. GIE JEUNES ALBOURY | : 1.005.000 FCFA/TTC |

Après examen technique, seule la candidature de ALY LY a été jugée conforme et retenue.

Les offres des autres candidats ont été jugées non conformes. Les informations relatives à l'attribution provisoire n'ont pas été fournies.

e) DRP ACHAT de FOURNITURE POUR LA FORMATION (SANTE)

Les candidats ont été saisis par la lettre d'invitation N°040/CLI/2011 en date du 24/08/2011

- 1. MEGA DISTRIBUTION**
- 2. MAMADOU NDIAYE**
- 3. OFFICE SYSTEMS**
- 4. ALY LY**

Trois (3) OFFRES ONT ETE RECUES :

- | | |
|----------------------|----------------------|
| 1. MEGA DISTRIBUTION | : 2.435.000 FCFA TTC |
| 2. OFFICE SYSTEMS | : 2.445.000 FCFA TTC |
| 3. ALY LY | : 2.155.000 FCFA TTC |

Après examen technique, seule la candidature de ALY LY a été jugée conforme et retenue.

Les offres des autres candidats ont été jugées non conformes. Les informations relatives à l'attribution provisoire n'ont pas été fournies.

f) DRP PRODUIT D'ENTRETIEN -EDUCATION

Les candidats ont été saisis par la lettre d'invitation N°040/CLI/2011 en date du 20/04/2011

- 1. GIE ALBOURY NDIAYE**
- 2. MEGA DISTRIBUTION**
- 3. MAMADOU NDIAYE**
- 4. OFFICE SYSTEMS**
- 5. ALY LY**

4 OFFRES ONT ETE RECUES :

- | | |
|------------------------------|---------------------------|
| 1. MEGA DISTRIBUTION | : 610.300 FCFA TTC |
| 2. OFFICE SYSTEMS | : 562.360 FCFA TTC |
| 3. ALY LY | : 503.560 FCFA TTC |
| 4. GIE ALBOURY NDIAYE | : 516.360 FCFA TTC |

Après examen technique, seule la candidature de ALY LY a été jugée conforme et retenue.

Les offres des autres candidats ont été jugées non conformes. Les informations relatives à l'attribution provisoire n'ont pas été fournies.

g) DRP PRODUIT D'ENTRETIEN -SANTE

Les candidats ont été saisis par la lettre d'invitation N°040/CLI/2011 en date du 20/04/2011

- 1. GIE ALBOURY NDIAYE**
- 2. MEGA DISTRIBUTION**
- 3. MAMADOU NDIAYE**

4. OFFICE SYSTEMS**5. ALY LY****4 OFFRES ONT ETE RECUES :**

- | | |
|------------------------------|-----------------------------|
| 1. MEGA DISTRIBUTION | : 2.155.200 FCFA TTC |
| 2. OFFICE SYSTEMS | : 2.130.200 FCFA TTC |
| 3. ALY LY | : 1.995.200 FCFA TTC |
| 4. GIE ALBOURY NDIAYE | : 2.215.200 FCFA TTC |

Après examen technique, seule la candidature de ALY LY a été jugée conforme et retenue.

Les offres des autres candidats ont été jugées non conformes. Les informations relatives à l'attribution provisoire n'ont pas été fournies.

h) DRP PRODUIT D'ENTRETIEN –CDEPS

Les candidats ont été saisis par la lettre d'invitation N°040/CLI/2011 en date du 20/04/2011

- 1. GIE ALBOURY NDIAYE**
- 2. MEGA DISTRIBUTION**
- 3. MAMADOU NDIAYE**
- 4. OFFICE SYSTEMS**
- 5. ALY LY**

4 OFFRES ONT ETE RECUES :

- | | |
|-----------------------------|-----------------------------|
| 1. MEGA DISTRIBUTION | : 2.155.200 FCFA TTC |
| 2. OFFICE SYSTEMS | : 403.280 FCFA TTC |
| 3. ALY LY | : 349.660 FCFA TTC |

4. GIE ALBOURY NDIAYE : 431.600 FCFA TTC

Après examen technique, seule la candidature de ALY LY a été jugée conforme et retenue.

Les offres des autres candidats ont été jugées non conformes. Les informations relatives à l'attribution provisoire n'ont pas été fournies.

i) DRP COUPES ET RECOMPENSES

Les candidats ont été saisis par la lettre d'invitation N°040/CLI/2011 en date du 20/04/2011

- 1. GIE ALBOURY NDIAYE**
- 2. MEGA DISTRIBUTION**
- 3. OFFICE SYSTEMS**
- 4. ALY LY**

4 OFFRES ONT ETE RECUES :

- | | |
|------------------------------|-----------------------------|
| 1. MEGA DISTRIBUTION | : 2.800.000 FCFA TTC |
| 2. OFFICE SYSTEMS | : 2.300.000 FCFA TTC |
| 3. ALY LY | : 2.000.000 FCFA TTC |
| 4. GIE ALBOURY NDIAYE | : 2.480.000 FCFA TTC |

Après examen technique, seule la candidature de ALY LY a été jugée conforme et retenue.

Les offres des autres candidats ont été jugées non conformes. Les informations relatives à l'attribution provisoire n'ont pas été fournies.

j) DRP FOURNITURES DE BUREAU (EDUCATION)

Les candidats ont été saisis par la lettre d'invitation N°040/CLI/2011 en date du 20/04/2011

- 1. GIE JEUNES ALBOURY**
- 2. MEGA DISTRIBUTION**
- 3. MAMADOU NDIAYE**
- 4. OFFICE SYSTEMS**
- 5. ALY LY**

4 OFFRES ONT ETE RECUES :

- | | |
|------------------------------|------------------------|
| 1. GIE JEUNES ALBOURY | : 1.053.000 TTC |
| 2. MEGA DISTRIBUTION | : 1.051.000 TTC |
| 3. OFFICE SYSTEMS | : 1.052.000 TTC |
| 4. ALY LY | : 1.000.000 TTC |

Après examen technique, seule la candidature de ALY LY a été jugée conforme et retenue.

Les offres des autres candidats ont été jugées non conformes. Les informations relatives à l'attribution provisoire n'ont pas été fournies.

k) DRP FOURNITURES SCOLAIRES

Les candidats ont été saisis par la lettre d'invitation N°040/CLI/2011 en date du 20/04/2011

- 1. GIE JEUNES ALBOURY**
- 2. MEGA DISTRIBUTION**
- 3. MAMADOU NDIAYE**
- 4. OFFICE SYSTEMS**
- 5. ALY LY**

4 OFFRES ONT ETE RECUES :

- | | |
|------------------------------|------------------------|
| 1. GIE JEUNES ALBOURY | : 8.304.550 TTC |
| 2. MEGA DISTRIBUTION | : 7.522.800 TTC |
| 3. OFFICE SYSTEMS | : 8.001.850 TTC |
| 4. ALY LY | : 7.231.350 TTC |

Après examen technique, seule la candidature de ALY LY a été jugée conforme et retenue.

Les offres des autres candidats ont été jugées non conformes. Les informations relatives à l'attribution provisoire n'ont pas été fournies

D) DRP FOURNITURES DE BUREAU -CDEPS

Les candidats ont été saisis par la lettre d'invitation **N°040/CLI/2011** en date du **20/04/2011**

- 1. MEGA DISTRIBUTION**
- 2. MAMADOU NDIAYE**
- 3. OFFICE SYSTEMS**
- 4. ALY LY**

3 OFFRES ONT ETE RECUES :

- | | |
|-----------------------------|------------------------|
| 1. MEGA DISTRIBUTION | : 1.050.000 TTC |
| 2. OFFICE SYSTEMS | : 1.020.000 TTC |
| 3. ALY LY | : 1.000.000 TTC |

Après examen technique, seule la candidature de ALY LY a été jugée conforme et retenue.

Les offres des autres candidats ont été jugées non conformes. Les informations relatives à l'attribution provisoire n'ont pas été fournies

m) DRP SECOURS

Les candidats ont été saisis par la lettre d'invitation N°040/CLI/2011 en date du 20/04/2011

- 1. WAKEUR KHADIM RASSOUL**
- 2. PAPA SYDI MBAYE**
- 3. SOPE SEYDINA MOUHAMED**
- 4. QUINQUAILLERIE**
- 5. ETABLISSEMENT SALIOU BA**

5 OFFRES ONT ETE RECUES :

- | | |
|-----------------------------------|--------------------------|
| 1. WAKEUR KHADIM RASSOUL | : 3.180.000 F CFA |
| 2. PAPA SYDI MBAYE | : 3.900.000 F CFA |
| 3. SOPE SEYDINA MOUHAMED | : 3.135.000 F CFA |
| 4. QUINQUAILLERIE | : 3.030.300 F CFA |
| 5. ETABLISSEMENT SALIOU BA | : 2.970.000 F CFA |

Après examen technique, seule la candidature de ETABLISSEMENT SALIOU BA a été jugée conforme et retenue.

Les offres des autres candidats ont été jugées non conformes. Les informations relatives à l'attribution provisoire n'ont pas été fournies

4.2.1.3- Commentaires spécifiques

Une observation flagrante a été notée, à savoir que sur les 13 dossiers de consultation (01 AOO et 12 DRP), **le candidat ALY LY est attributaire des 12 marchés. Il est toujours le moins disant conforme**, quelque soit la nature des prestations, étant entendu que les autres soumissionnaires non retenus sont généralement les mêmes.

4.2.2- AVIS D'APPELS D'OFFRES (A.A.O)

4.2.2.1- Rappels succincts

Les A.O.O doivent être en stricte conformité avec les règles applicables aux publicités et aux communications visées à **l'article 56 du code** et leur élaboration doit être conforme aux termes de **l'article 66 dudit code** (selon les modèles-types spécifiés par l'ARMP.)

4.2.2.2- Constats spécifiques

4.2.2.3- Commentaires spécifiques

Veiller au respect des dispositions relativement à la phase d'élaboration jusqu'à la publication du DAC.

4.2.3- RECEPTION ET OUVERTURE DES PLIS

4.2.3.1- Rappels succincts

La présentation des offres et l'ouverture des plis sont des procédures strictement assujetties à des règles communes édictées respectivement aux articles 61 et 62, d'une part et d'autre part à l'article 67 du code.

4.2.3.2- Constats spécifiques

Nous n'avons aucun constat spécifique concernant la réception et l'ouverture des plis.

4.2.3.3- Commentaires spécifiques

Rien à signaler.

4.2.4- EVALUATION DES OFFRES ET ATTRIBUTION DES MARCHES

4.2.4.1- Rappels succincts

La commission des marchés est seule compétente à vérifier la recevabilité des offres en application **des articles 43 et 44 du code**, et à procéder à un examen préliminaire, à l'analyse, à l'évaluation et à la comparaison des offres conformément aux articles 68 à 70 du code. A cette fin, des critères d'évaluation des offres doivent être énumérés de façon déterminante, conformément à **l'article 59 du code**.

4.2.4.2- Constats spécifiques relatifs à l'évaluation

RAS

4.2.4.3- Commentaires spécifiques relatifs à l'évaluation

RAS

4.2.4.4- Constats spécifiques relatifs à l'attribution

Douze (12) marchés sur treize (13) lancés par AOO ou DRP ont été attribués aux soumissionnaires ALY LY et aucun recours ou réclamation de la part des candidats non retenus, n'a été enregistré, durant tout l'exercice 2011.

4.2.4.5- Commentaires spécifiques relatifs à l'attribution

Les attributions des marchés semblent relever, au vu de ce qui précède, d'une véritable organisation de collusion entre les candidats qui s'arrangent, à chaque fois, à couvrir le fournisseur ALY LY pour qu'il soit (12 fois sur 13), le soumissionnaire dont l'offre est toujours classée moins disante et conforme.

4.2.5- CAS PARTICULIERS DES MARCHES PAR ENTENTE DIRECTE

4.2.5.1- Rappels succincts

Le recours à la procédure de passation des marchés par entente directe, est strictement assujéti aux termes **des articles 76 et 77 du code**, notamment en ce qui concerne les aspects liés aux avis et autorisations préalables relevant de la DCMP (droit d'exclusivité, secret-défense nationale, sécurité-protection et sûreté de l'Etat, marché complémentaire, accords internationaux de maintien de la paix, mesures de mobilisation générale et de mise en garde, urgence impérieuse).

4.2.5.2- Constats spécifiques

4.2.6- DELAIS DE PASSATION DES MARCHES

Délais relativement courts observés. CPM gagnerait à donner plus de temps pour la préparation des offres, ce qui gage de transparence.

4.2.6.1- Rappels succincts de la réglementation

Si on se réfère au code notamment en ses articles ci-après, portant sur les délais globaux de passation, à savoir :

. **ARTICLES 63.2 et 63.3** (45 Jours pour A.O internationaux et A.O en 02 étapes)

. **ARTICLE 70** (15 Jours à 25 Jours sur demande motivée de l'A.C pour évaluation et comparaison des offres)

. **ARTICLE 82** (15 Jours : M.I, 30 Jours : DP, 15 Jours pour évaluation des marchés de Prestations Intellectuelles)

. **ARTICLES 83 à 91** (attribution, publicité, délai de recours pour un délai pouvant aller de 03 à 10 Jours)

Il est possible de **retenir un chemin critique de longueur estimée à 80 Jours environ** pour la durée globale de la procédure de passation (de l'avis d'appel d'offres à l'attribution)

4.2.6.2- Constats spécifiques concernant les délais de passation

RAS

4.3- RESULTATS DES TRAVAUX D'AUDIT DE L'EXECUTION FINANCIERE

4.3.1- Analyse de la consistance des travaux d'audit financier

4.3.1.1-Concernant les engagements

RAS

4.3.1.2- Concernant le contrôle et la certification du Service fait

RAS

4.3.1.3- Concernant la liquidation, le mandatement et le paiement des dépenses

RAS

4.3.1.4- Limites identifiées de l'audit d'exécution financière

SANS OBJET

4.3.2- Constats sur l'audit de l'exécution financière

4.3.2.1- Concernant la production et la gestion des garanties contractuelles

RAS

4.3.2.2- Concernant les procédures d'engagement, de liquidation et de mandatement des dépenses

RAS

4.3.2.3- Concernant les modalités de réception et de paiements des prestations contractuelles

RAS

4.4- RESULTATS DES TRAVAUX D'AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE

4.4.1- Concernant les travaux routiers

SANS OBJET

4.4.2- Concernant les constructions de bâtiments et autres travaux de génie civil

SANS OBJET

4.4.3- Concernant les travaux d'alimentation en eau potable et d'assainissement

SANS OBJET

4.4.4- Concernant les travaux dans le secteur pétrolier et maritime

SANS OBJET

4.4.5- Concernant les fournitures diverses et les études

SANS OBJET

CHAPITRE V - RECOMMANDATIONS DE LA MISSION

5.1- RECOMMANDATIONS GENERALES

5.1.1- Recommandations relatives au système d'archivage

Mettre en place un système d'archivage tel que édicté par le CMP, qui mettra une meilleure efficience des revues a posteriori..

5.1.2- Recommandations relatives aux rapports d'experts indépendants

RAS

5.1.3- Recommandations concernant les missions de contrôle a posteriori

Partant du constat que les missions **de revue de LA GESTION 2011 se sont déroulées durant le premier trimestre de l'année 2013**, il serait judicieux de prendre certaines dispositions tendant à corriger ce décalage afin d'éviter les observations ci-après, formulées par certaines autorités contractantes, et qui paraissent fondées, à savoir :

- a) constats divers sur la passation des marchés (anomalies, non-conformités) ainsi que les recommandations qui en découleraient, formulées par les cabinets d'audit ne sont connues des A.C concernées qu'à l'année N+2 et n'auraient ainsi aucun impact sur la correction d'éventuelles mauvaises pratiques à l'année N+1 (qui aurait du être l'année d'application des bonnes pratiques recommandées !)
- b) risques de disparition (volontaire ou non !) de documents de marchés s'accroissent surtout du fait d'un système de classement et d'archivage défectueux ou du fait des nombreux changements, découpages et reconfigurations au niveau des AC (notamment celles relevant de certains ministères à forte tendance à mutations : infrastructures, mines, énergie, tourisme, artisanat, commerce, industrie, etc.)

5.2- RECOMMANDATIONS SPECIFIQUES

5.2.1- Concernant le fractionnement

Eviter les fractionnements en procédant à une meilleure quantification des besoins, mais aussi en regroupant les marchés de même nature. A cet effet ces marchés pourraient être lancés en une seule fois faisant jouer l'économie d'échelle.

5.2.2- Concernant la gestion du processus de passation des marchés

La Commune de LINGUERE doit nécessairement se conformer strictement à la réglementation, notamment dans le cadre des DRP afin de restaurer l'esprit d'équité, de transparence et d'impartialité vis à vis des candidats aux marchés. C e qui ne semble pas être le cas si l'on se réfère aux constats qui relèvent que sur les 13 dossiers de consultations, le soumissionnaire ALY LY est attributaire des 12 marchés.

5.2.3- Concernant la gestion et le contrôle des marchés par Entente Directe

Le taux des marchés par entente directe doit être revu à la baisse car il se situe pour l'exercice 2011 à hauteur de 65% environ même si ces marchés par ED sont attribués à la Pharmacie Régionale d'approvisionnement.

5.2.4- Concernant l'attribution des marchés

L'attribution des marchés doit respecter les procédures édictées par le code en la matière, à savoir:

- Lettres de saisine pour les DRP avec accusés de réception signés par les candidats.
- Lettres d'information adressées aux candidats non retenus, à chaque fois
- Eviter simplement toutes tentatives de collusion ou de fractionnement, conformément à l'esprit et aux engagements contenus dans la charte de transparence et d'éthique signée par tous les membres la CPM et de la CM.